



COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

Le projet de loi 57 constitue un déni des droits de la personne

Montréal, le 3 novembre 2004. *La Ligue des droits et libertés* présentera aujourd'hui à 15h00 son mémoire à la Commission parlementaire sur le Projet de loi 57, *Loi l'aide aux personnes et aux familles*. *La Ligue des droits et libertés* demandera le retrait de ce projet puisqu'il vise à transformer profondément le régime actuel de sécurité du revenu et nous entraîne le plus loin dans l'exclusion civile, sociale et économique des personnes depuis 30 ans.

En proposant le Projet de loi 57, le gouvernement du Québec fait peu de cas de ses obligations à l'égard de l'ensemble des droits de la personne. Pourtant, en 1975, le gouvernement de l'époque, libéral de surcroît, adoptait la Charte des droits et libertés de la personne. Celle-ci était présentée comme « le symbole des valeurs de la société québécoise », à savoir un Québec fondé sur les valeurs de dignité, d'égalité, de liberté, de solidarité et de démocratie. Elle implique que l'État a des obligations de protection à l'égard des droits économiques, sociaux et culturels.

Le projet de loi 57 ne tient aucunement compte non plus des obligations que l'État québécois a contracté en acceptant que, en 1976, le Canada signe en son nom le Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC).

Pour un gouvernement qui dit vouloir aujourd'hui moderniser le Québec, son projet de réforme de la sécurité du revenu nous ramène, en fait, bien loin en arrière. En catégorisant les personnes vivant en situation de pauvreté selon leurs mérites respectifs, il en vient à moraliser un programme qui devrait, au contraire, reconnaître un droit humain fondamental et le rendre accessible à toutes et à tous sans condition.

Pourtant, le Québec n'a aucune raison de ne pas aller dans le sens d'une protection accrue des droits économiques, sociaux et culturels, d'autant qu'il est aujourd'hui beaucoup plus riche qu'il ne l'était en 1975. C'est pourquoi la Ligue des droits et libertés revendique que le gouvernement du Québec s'engage plus explicitement dans la reconnaissance de ses obligations à l'égard des droits économiques, sociaux et culturels et demande des modifications législatives en faveur du renforcement de la Charte québécoise des droits et libertés et des mécanismes de recours.

Les trois représentants de la *Ligue des droits et libertés* présents à la Commission parlementaire seront disponibles pour des entrevues à 16h00 devant la Salle Louis-Joseph-Papineau de l'Hôtel du Parlement, 1045, rue des Parlementaires, Québec (Québec) G1A 1A4.

- 30 -

Pour tout renseignement :

Kim De Baene,

Conseillère aux communications

Ligue des droits et libertés

Téléphone : 514-849-7717 / 514-825-6136

Courriel : communication@liguedesdroits.ca